

## Le radicalisme religieux au Maghreb

Alimentées par des motivations politiques ou religieuses, les tendances radicales prennent racine au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Libye.

Mohamed Darif

**C**ette étude ne concerne pas les groupes islamistes des pays du Maghreb puisqu'ils sont dans leur majorité modérés. Il y a des organisations en Libye et en Algérie qui sont considérées comme le prolongement de l'organisation des « Frères musulmans » égyptiens. De même qu'il y a d'autres organisations qui ne se considèrent pas comme le prolongement de ce courant, mais qui se sont adaptées aux réalités locales à l'instar du Mouvement de la tendance islamique en Tunisie ou Jamaâ Al Adl Wal Ihsane (Justice et spiritualité) au Maroc. L'étude concerne essentiellement les organisations religieuses radicales que ce soit du courant islamiste ou du courant salafiste car le champ religieux est régi par des acteurs qui divergent structurellement. A partir, donc, de cette distinction, l'étude se propose de jeter la lumière sur les groupes religieux radicaux des pays du Maghreb tant islamistes que salafistes.

### Les expressions du radicalisme islamiste : le combat comme nécessité politique

**L**es réseaux du radicalisme religieux appartenant au courant islamiste jihadiste se rejoignent autour de l'idée selon laquelle le combat est une nécessité politique et un moyen pour l'édification de l'Etat islamique en tant qu'ultime seuil pour faire pression sur les régimes politiques afin qu'ils s'alignent au minimum sur les principes de l'islam. Ce courant est représenté au Maghreb par deux tendances majeures : la tendance qotbiste et la tendance des afghans arabes.

#### ■ La tendance qotbiste

Elle s'inspire des idées de Sayed Qotb qui a été condamné à mort et exécuté par le régime égyptien en 1966. Ses idées sont contenues dans son ouvrage « Maâlim Fi Attariq » (Signes de piste). Cependant, c'est autour de la notion d'excommunication que les divergences ont apparu entre deux lignes qui, l'une revendique l'excommunication du pouvoir et l'autre excommunie le pouvoir et la société.

A cause de l'influence grandissante de l'idéologie modérée des « Frères musulmans » au Maghreb, le groupe Qotbiste qui revendique l'excommunication du pouvoir n'a pas pu s'imposer. C'est pourquoi, les organisations liées à cette ligne, d'abord au Maroc puis en Algérie, ont continué à subir l'isolement.

Au Maroc, la première organisation qotbiste à être créée en 1969, fut « le mouvement de la chabiba islamia » (Jeunesse islamiste) et dont le fondateur est Abdelkrim Moutii. Celui-ci avait tenu, depuis le début, à créer une aile militaire dont le chef fut Abdelaziz Nouâmani. Mais quand ce dernier quitta l'organisation, Moutii avait pris l'initiative en 1981 de la restructurer en créant une aile militaire baptisée « fraction du Jihad » (Combat) dont la mission consistait à déclencher des opérations militaires à l'intérieur du Maroc. Mais, les autorités ont pu démanteler deux groupes liés à cette aile. L'un, plus connu sous le nom de « groupe des 71 », a été démasqué en 1983 et l'autre, connu comme « groupe des 26 », fut arrêté en 1985. D'ailleurs une condamnation à mort par contumace fut prononcée contre Moutii.

La deuxième organisation de ce type fut créée par Abdelaziz Nouâmani en 1984 et baptisée « organisation des Moujahidines marocains ». Mais après la disparition de celui-ci la même année, en France, dans des conditions mystérieuses, c'est Ali Bousghiri qui devait lui succéder, secondé par Mohamed Neggaoui. Ces deux personnages ont pu se cacher longtemps sous une fausse identité. Ainsi, Bousghiri a continué à vivre au Maroc même sous le nom de Abdelaziz Semni et Neggaoui est retourné au Maroc en 1989 avec des documents portant le nom de Abdallah Riffi. Ainsi, ils ont continué à encadrer de nouvelles recrues. Mais, si les autorités ont finalement mis la main sur Neggaoui dans le cadre des enquêtes sur les attentats du 16 mai de Casablanca, Ali Bousghiri demeure, pour sa part, activement recherché. Or, les interrogatoires effectués avec des détenus ont pu révéler que le mouvement des moujahidines est toujours opérationnel.

D'autre part, en Algérie, le mouvement islamiste armé s'est beaucoup activé dans le cadre de l'excommunication du pouvoir selon la tendance qotbiste. Cette or-



**Des moudjahidines ou « hommes de la guerre » célèbrent le 12<sup>e</sup> anniversaire de la fin du régime communiste en Afghanistan. Kaboul, 27 avril 2004.** / AP RADIALPRESS

ganisation fut créée par Mostafa Bouyaâli en 1982. Mais ce n'est qu'en 1985 que ce groupe fera parler de lui lors de l'assaut lancé contre une caserne militaire le 27 juin. La confrontation entre ce groupe et les forces de sécurité s'est soldée par la mort de Bouyaâli à l'issue d'une embuscade qui lui a été tendue le 3 février 1987. C'est Abdelkader Chebbouti qui lui a succédé à la tête de cette organisation. Mais celui-ci fut arrêté ultérieurement et condamné à la peine capitale avant d'être gracié par le président Chadli Benjedid en juillet 1990.

Le groupe « Attakfir wal Hijra » fut créé par Mostapha Choukri qui était le disciple de Sayed Qotb et constitue l'autre courant de la tendance qotbiste. Ce courant est l'adepte de l'excommunication du pouvoir et de la société. Mais si ce groupe croit en l'exil avant de s'attaquer au pouvoir, il n'en demeure pas moins qu'il a mené ses opérations dans le cadre de la nécessité politique. Les idées de ce groupe ont inspiré plusieurs organisations arabes, et plus particulièrement les organisations algériennes et marocaines dans une moindre mesure.

Ainsi, en Algérie, le courant de l'excommunication et de l'exil a connu un réel « succès » comparativement aux autres pays du Maghreb et fut incarné par le groupe dirigé par Kamel Samer qui a inauguré la confrontation avec le pouvoir en 1989. Plusieurs membres de ce groupe allaient par la suite adhérer au Groupe islamiste armé (GIA). Au Maroc, une organisation de ce type reste inexistante bien que ces idées sont soutenues politiquement par certains groupuscules qui n'arrivent pas à co-

ordonner leurs actions. D'ailleurs, après les attentats du 16 mai, l'arrestation à Nador de Bendaoud Al Khamly, considéré par les autorités comme l'émir des takfiristes, a révélé l'absence de la dimension organisationnelle de ce mouvement. D'une manière générale, les groupes liés à ce courant opèrent à deux niveaux :

- Le premier s'illustre par l'excommunication totale du pouvoir et de la société, ce qui impose l'interdiction d'occuper des fonctions dans les établissements publics et gouvernementaux.

- Le deuxième niveau s'illustre par l'exercice effectif de l'exil. Mais si pour des raisons objectives, il est impossible de s'exiler définitivement de Dar Al Koufr (l'Etat impie), les membres de ce courant se contentent de s'isoler spirituellement. Cependant, cette dure option n'est accordée qu'à ceux qui peuvent le supporter. Les autres, doivent effectuer l'exil proprement dit.

Le comportement des adeptes de ce courant revêt deux caractéristiques :

- L'interdiction d'assister à la prière du vendredi tant que l'Etat islamique n'est pas proclamé.

- L'interdiction d'effectuer les prières dans les mosquées puisque celles-ci sont devenues depuis des siècles des lieux malsains. Il n'y a que quatre mosquées autorisées. Ce sont la mosquée de la Mecque, Al Qods, de Qobaâ et celle du prophète à Médine.

#### ■ La tendance des afghans arabes

Lors de la guerre soviéto-afghane, certains régimes arabes ont permis à leurs jeunes ressortissants de s'enrôler dans le Jihad en Afghanistan. Ce fut le cas de l'Egypte, de l'Algérie, de la Tunisie, du Yémen, de la Jordanie, de l'Irak et de l'Arabie saoudite. Au début, il furent à peu près 20.000 jeunes rassemblés dans des camps autour de la ville pakistanaise Peshawar. C'est là que débuta leur encadrement pour le Jihad. Mais, à la fin de la guerre et après le départ des soviétiques, ces jeunes ont commencé à sentir une sorte de communion et de sort commun. Il furent appelés afghans arabes et ont constitué un courant sous la pression de deux facteurs :

- Le premier était illustré par l'opposition aux régimes pakistanais et afghan. Si au début, ils ont bénéficié du soutien du gouvernement de Nawaz Charif, qui fut une coalition de plusieurs partis islamistes, l'avènement du gouvernement de Binazir Buttho allait leur créer beaucoup de difficultés. Bon nombre de ces combattants ont été refoulés du Pakistan, de même que le nouveau pouvoir afghan les considérait comme une entrave sur la voie de la réconciliation nationale.

– Le deuxième facteur était illustré par les poursuites dont ils ont fait l'objet de la part des gouvernements arabes. Ainsi, le gouvernement afghan allait demander au Pakistan d'extrader bon nombre de combattants égyptiens.

Par conséquent, ces combattants de différentes nationalités se sont sentis obligés de quitter le Pakistan et de rallier le désert yéménite où des camps d'entraînement ont été érigés. Ces camps ont été organisés près de la ville de Saâdah au Nord et dans la région de Maraâb ainsi que sur les montagnes de Marakcha dans la province de Shebwa. Mais d'autres combattants ont préféré rester au Pakistan puisque bénéficiant de la couverture de mouvements islamistes ou aller directement en Afghanistan puisque bénéficiant du groupe de Golb Eddine Hikmatyar. Certains autres combattants ont rallié l'Iran, notamment Qom et Meshhad ou carrément le Soudan.

C'est à partir, justement du Yemen que les afghans arabes se sont constitués en véritable organisation qui a bénéficié de la couverture politique de Abdelmajid Zindani, le leader du parti de la réforme yéménite.

Le père spirituel des afghans arabes est le palestinien Abdallah Youssef Azzam. Celui-ci est un adepte de l'idéologie jihadiste. Il fut d'ailleurs limogé de son poste à l'université de Amman à cause de ses idées radicales. Mais il fut recruté par des universités saoudiennes et pakistanaïses avant de quitter ses fonctions universitaires pour se consacrer exclusivement au Jihad à Peshawar. En novembre 1989, il fut tué lors de l'explosion d'une bombe dans sa voiture. Donc, si Azzam fut le père spirituel du mouvement, en fait c'est le Dr. Ayman Zawahiri qui a imaginé toute la tactique du combat contre les régimes arabes. Cette tactique devait conduire à la paralysie de ces régimes sur trois niveaux :

– Geler l'activité économique en s'attaquant aux principales unités de production, aux banques et aux secteurs porteurs comme le tourisme.

– Liquider physiquement les principaux symboles des Etats arabes ou leurs principaux alliés.

– Provoquer une brèche entre le pouvoir et ses principaux supports idéologiques ou politiques notamment les journalistes, les hommes de culture et les enseignants.

Cette tactique politique qui a été largement appliquée en Egypte, fut également expérimentée en Algérie et dans une moindre mesure au Maroc.

En Algérie, par exemple, les afghans algériens ont pu se constituer en organisation en procédant par étapes. Au début, ils devaient signaler leur présence en s'attaquant en 1991 à la caserne de Ghamar. Ils devaient ensuite infiltrer les mouvements armés comme Attakfir wal Hijra puisqu'ils ont réussi à entraîner ses membres et ceux du mouvement islamiste armé. Ils ont même réussi à récupérer bon nombre d'entre eux. Par la suite, ils devaient créer des groupuscules à l'instar des brigades des martyrs d'Al Qods ou Assuna et Chariaâ dirigé par Mohamed Zaitouni. Et en fin de compte, ils devaient faire la propagande de l'idéologie intégriste afghane notamment en distribuant des ouvrages. Cette fonction était principalement dévolue à Mou-

rad Sayed Ahmed alias « Jaâfar Al Afghani » qui depuis 1992 s'est illustré par ses appels au Jihad et à la liquidation des symboles de l'Etat et du pouvoir.

Ces quatre étapes ont contribué en 1992 à unifier quatre organisations armées en l'occurrence ceux qui ont fait scission avec le mouvement islamiste armé, les brigades Al Qods, Assuna et Chariaâ et Al Bakoun Ala Al Ahd ( les fidèles). C'est sur la base de cette coalition que fut constitué le GIA.

Au Maroc, les afghans marocains constituent l'expression locale des afghans arabes et viennent surtout du courant Attakfir wal Hijra notamment de ceux qui se sont exilés en Afghanistan pour fuir l'Etat impie. D'autres sont issus du mouvement de la chabiba islamiya ( jeunesse islamiste). L'action de ce mouvement a été incarnée par le Mouvement islamiste combattant qui fut créé en 1993 sous l'impulsion de Abdelilah Ziyad. C'est ce groupe qui a perpétré l'attentat de l'hôtel Atlas Asni de Marrakech en 1994.

### Les expressions du radicalisme salafiste : le combat comme obligation religieuse

**L**e courant salafiste combattant constitue actuellement l'expression majeure du radicalisme religieux. C'est un courant fondé sur l'idéologie qui considère le combat comme une obligation religieuse et non pas une nécessité politique comme le préconise le courant islamiste jihadiste. Il s'exprime à travers des organisations qui ont trouvé racine en Libye, Tunisie, Algérie et Maroc.

#### ■ Fondements idéologiques du salafisme combattant

Le salafisme combattant est apparu suite à la scission opérée en 1991 au sein de l'institution wahhabite d'Arabie saoudite à cause des divergences à propos de la présence de troupes militaires américaines sur le sol d'Arabie qui devaient combattre l'armée irakienne lors de son invasion du Koweït. Ainsi, certains oulémas ont catégoriquement refusé cette présence et leur opposition s'est étendue jusqu'à la dénonciation du pouvoir. Depuis cette date, on peut parler de deux courants au sein du salafisme wahhabite : le courant traditionnel est resté fidèle au pouvoir et le courant combattant qui a excommunié la famille régnante et émis une fatwa autorisant le combat contre elle.

L'idéologie du salafisme combattant a été renforcée par l'apport d'Oussama ben Laden surtout après son retour en Afghanistan en 1996. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, Ben Laden avait essayé de renforcer son organisation sans faire recours au courant des afghans arabes, d'autant plus qu'il savait que ce courant était loin d'être homogène sur le plan idéologique et doctrinal. En effet, les afghans arabes n'étaient unis qu'autour de l'idée de combattre l'URSS. En dehors de cette ligne, ils constituaient une mosaïque de tendances dont la principale fut la tendance qotbiste dans ses deux expressions précédemment citées y compris Attakfir wal Hijra. Par conséquent, Ben

Laden avait essayé d'élaborer une idéologie qui puisse homogénéiser son groupe. Il s'inspira, donc, de l'idéologie du salafisme combattant telle que tracée par Abou Qatada qui est considéré son principal théoricien (ouvrage « Al Jihad Wal Ijtihad »). Ainsi, l'idéologie salafiste combattante s'articule autour de trois idées :

- Le seul moyen d'édifier l'Etat islamique et l'instauration du pouvoir divin est le combat. Tout autre est rejeté notamment la prédication ou la participation politique.

- Le combat est une obligation religieuse et pour cela les autres mouvements islamistes n'avancent le Jihad que du point de vue formel. Or, le salafisme combattant lui donne un aspect concret.

- La priorité dans le combat est accordée à l'ennemi proche (les régimes arabes) et non pas à l'ennemi lointain (les occidentaux ou les infidèles chrétiens ou juifs). Il faut donc combattre les musulmans renégats qui se sont écartés de la voie de Dieu notamment les islamistes, les laïcs ou les démocrates.

Ces trois idées se retrouvent également dans les organisations salafistes combattantes du Maghreb. En Algérie, par exemple, le cinquième article de la charte du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) stipule : « Combattre les renégats est prioritaire par rapport au combat qui doit être mené contre les infidèles originels et leur châtement doit être plus fort que celui qui doit être infligé aux infidèles. Ils ne doivent bénéficier d'aucun répit ni grâce et n'ont de choix que le repentir ou le glaive ». L'article 22 stipule encore : « Le combat contre les renégats ne s'arrête que quand la parole de Dieu s'impose à tous ». Ces idées se retrouvent au Maroc dans les ouvrages de Mohamed Fizazi, Abdelkrim Chadli et Omar El Haddouchi.

### ■ Le cadre organisationnel du salafisme combattant

Quand Ben Laden retourna en Afghanistan en 1996 et dans le cadre de sa nouvelle stratégie, il ne se contenta guère d'utiliser l'idéologie salafiste combattante, mais il prit le soin de créer des groupes dans plusieurs pays arabes et islamiques en plus de cellules dormantes dans les pays occidentaux en Europe et aux Etats-Unis.

La région du Maghreb a été particulièrement visée. A ce propos, il y a trois principales remarques à faire liées. La première concerne le retrait de la notion du Jihad des appellations de ces organisations. La notion choisie est celle du combat comme ce fut le cas pour l'organisation libyenne combattante, le groupe marocain combattant, le groupe tunisien combattant ou la Jamaa Salafiya algérienne pour la prédication et le combat.

La deuxième remarque fait ressortir les liens étroits établis entre les organisations maghrébines. Ainsi, le tunisien Sahbane Abdelmajid, avait des liens privilégiés avec le groupe marocain combattant et Rabii Aït Ouzou du même groupe qui fut tué lors d'un affrontement avec la police à Casablanca en 2002 était en même temps un des leaders du groupe libyen combattant.

La troisième remarque se rapporte la hiérarchisation des priorités. Ainsi, il faut distinguer entre les priorités du

GSPC et celles des autres organisations maghrébines.

La priorité du groupe algérien est le combat contre le régime algérien qui est considéré comme un renégat. Donc, c'est une priorité interne qui vise à instaurer un régime alternatif. Ce point figure d'ailleurs dans l'organigramme de l'organisation qui s'établit comme suit :

- L'Emir du groupe se charge de gérer les affaires de la guerre, la justice, la défense du territoire, la défense des femmes, la répartition des butins, la perception de l'impôt et de la Zakat et exécute les sanctions religieuses (Al Houdoud).

- Le conseil des notables et des conseillers se charge de désigner l'Emir du groupe ou son éviction, de contrôler l'action de l'Emir.

- Les comités fonctionnels qui comprennent huit sous-comités dont le sous-comité chargé de la compatibilité des actes avec la Chariaâ, le sous-comité militaire, le sous-comité médical, financier, judiciaire, de communication, des affaires extérieures et le sous-comité du secrétariat (Addiwan).

- Le conseil consultatif dont la fonction est d'aider l'Emir. Il est composé de l'Emir, de membres du conseil des notables et des présidents de comités.

Mais, après le 11 septembre 2001, le groupe a opéré en son sein à des changements notamment au niveau des objectifs. Donc, même si la priorité demeure le combat contre le régime, le groupe commença à s'intéresser aux pays du Sahel. Mais cette orientation a déplu à l'Emir Hassan Hattab qui a été évincé de son poste par le conseil des notables et remplacé par Nabil Sahraoui Alias Abou Ibrahim Mustapha qui fut tué dernièrement.

D'autre part, à leur création, l'objectif des groupes combattants de Libye, de Tunisie et du Maroc n'était pas de combattre directement les régimes en place. Leur premier objectif était de fournir un soutien logistique aux autres membres d'Al Qaeda que ce soit pour leur hébergement dans les pays du Maghreb ou pour leur faciliter le passage vers l'Europe. C'est cet objectif qui allait déterminer la nature même de leurs structures qui n'étaient aussi compliquées et rigides que celle du groupe algérien. De même qu'ils n'avaient pas besoin de recruter d'autres militants. Ils se contentaient de petites cellules établies soit au Maghreb soit dans d'autres pays européens comme l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la France ou la Grande Bretagne.

Mais, c'est l'Espagne qui était considérée comme leur base arrière à partir de laquelle, il était possible de mener des opérations d'envergure comme celle du 11-S. Par conséquent, les attentats de New York qui ont provoqué la lutte antiterroriste à grande échelle, ont poussé ces organisations à redéfinir leurs priorités. Elles sont passées de l'étape du soutien logistique à l'étape de préparation de combattants capables de mener des opérations punitives contre les Etats. C'est dans ce cadre, justement, que s'inscrivent les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca qui portent la signature du groupe marocain combattant et du groupe libyen combattant. La même stratégie a mené aux attentats du 11 mars 2004 à Madrid qui portent la signa-

ture des groupes marocain et tunisien. ■